

Saakachvili expulsé par Kiev vers la Pologne

L'ex-président géorgien, réfugié en Ukraine, critiquait le pouvoir de Petro Porochenko

Kiev a-t-il enfin trouvé le moyen de se débarrasser de Mikheil Saakachvili, hôte de marque du pouvoir ukrainien avant d'en devenir un critique féroce ? Dernier rebondissement d'un feuilleton rocambolesque, l'enfant terrible de la politique postsoviétique a été expulsé en Pologne, lundi 12 février. Arrêté par des hommes masqués dans un restaurant de Kiev, il a été immédiatement conduit à l'aéroport, sans que ses partisans aient le loisir d'intervenir. Peu après, les gardes-frontières polonais ont confirmé l'avoir accueilli à l'aéroport de Varsovie, sans en dire plus sur leurs intentions.

Kiev assure que M. Saakachvili « a été renvoyé vers le pays depuis lequel il était arrivé en violation de la loi ukrainienne ». L'ex-président géorgien (2004-2013) était en effet entré en force en Ukraine, en septembre 2017, après avoir été privé de sa nationalité ukrainienne par la justice. Depuis, l'opposant est également accusé d'avoir voulu « prendre le pouvoir par la force » au cours de récentes manifestations qui, selon le parquet ukrainien, ont été financées par l'entourage de l'ex-président prorusse Viktor Ianoukovitch,

déchu en 2014.

Le pouvoir ukrainien, qui s'abrite derrière une application stricte du droit, semble avoir choisi une demi-mesure. L'expulsion vers la Pologne apparaît comme un geste moins fort et moins lourd de conséquences qu'une extradition vers la Géorgie, où M. Saakachvili a été condamné début janvier à trois ans de prison par contumace dans une procédure aux airs de vendetta judiciaire. Ses avocats ukrainiens n'en dénoncent pas moins une action illégale du pouvoir ukrainien, prise alors que l'intéressé se dit apatride et qu'il est encore sous le coup d'une procédure judiciaire en Ukraine.

Farouche opposant

Car derrière cette expulsion, comme derrière les précédentes démarches entreprises contre M. Saakachvili, se dresse le soupçon d'actions dictées par des motivations politiques. L'ex-président géorgien avait été nommé gouverneur de la région d'Odessa, dans le sud de l'Ukraine, en mai 2015, par Petro Porochenko, recevant du même coup la nationalité ukrainienne. Il avait démissionné dix-huit mois plus tard, accusant le

président ukrainien de corruption et d'entrave aux réformes. Il s'est, depuis, mué en un opposant, certes d'envergure modeste, mais farouche, allant jusqu'à réclamer la destitution de M. Porochenko.

Le feuilleton Saakachvili n'est pas pour autant terminé.

L'homme ne se satisfera certainement pas d'un exil doré. Dans l'immédiat, il pourrait choisir de rejoindre les Pays-Bas, le pays de son épouse, ou tenter de défier Kiev en franchissant une nouvelle fois la frontière ukrainienne. ■

BENOÎT VITKINE